

PRÉFET DES VOSGES

SERVICE DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'Environnement

**Arrêté préfectoral complémentaire  
n°510 /2017 du 30 MARS 2017  
modifiant les prescriptions applicables aux Établissements GRANDIDIER  
sur le territoire de la commune de Réhaincourt.**

Le préfet des Vosges  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu la directive n°2000/60/CE du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- Vu la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- Vu le code de l'environnement et en particulier les articles L511-1, L515-28, R515-60, R515-61, R515-81, et R512-31 ;
- Vu le décret du Président de la République du 19 février 2015 nommant M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS, préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 809/2000 du 17 avril 2000 autorisant la société GRANDIDIER à étendre l'unité de transit située sur le territoire de la commune de Réhaincourt, à la collecte des déchets industriels spéciaux ;
- Vu l'arrêté SGAR n° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondant ;

- Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 30 décembre 2016 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 7 mars 2017 ;
- Vu le projet d'arrêté envoyé au pétitionnaire pour observations éventuelles le 7 mars 2017 ;

Considérant que la société GRANDIDIER n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement associée à l'activité principale des activités est la rubrique 3510 relative à l'élimination ou la valorisation des déchets dangereux, et que les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives au traitement des déchets (WT) ;

Considérant que les activités, existantes au 7 janvier 2013 et visées par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, doivent respecter les dispositions des articles mentionnés à l'article R515-81, et celles du premier alinéa de l'article L515-28 au plus tard le 7 janvier 2014 ;

Considérant donc qu'il est nécessaire d'actualiser les conditions d'autorisation afin que celles-ci soient conformes à ces exigences ;

Considérant en effet que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation, et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans ces documents ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R515-60 du code de l'environnement, il convient d'ajouter à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, des prescriptions relatives :

- à la surveillance des sols ;
- à garantir la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;
- aux mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation, et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif dans le respect, outre de l'article R512-30, des articles L512-6-1 et L515-30 du code de l'environnement ;
- à la surveillance des émissions, en spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation, basées sur la partie des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relative à la surveillance ;



- à la périodicité de la fourniture obligatoire au préfet des résultats de la surveillance des émissions, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser et de compléter les conditions d'autorisation d'exploiter de l'installation, et notamment la rubrique principale de l'exploitation, ainsi que les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale, conformément à l'article R515-61 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges

## **ARRETE**

**Article 1** L'arrêté préfectoral modifié n° 809/2000 du 17 avril 2000 est modifié et complété par les dispositions précisées dans les articles suivants.

La société ETABLISSEMENTS GRANDIDIER, dont le siège social est situé 1 Route de Moriville, 88300 REHAINCOURT, est ci-après dénommée l'exploitant.

**Article 2** L'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié n° 809/2000 du 17 avril 2000 est complété par les dispositions suivantes :

« Au sens de l'article R515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3510, et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles relatives à la rubrique principale, sont celles relatives au traitement des déchets (BATC WT) »

### **Article 3 – Cessation d'activité**

Le paragraphe 1.7 « Cessation d'activité » est créé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°809/2000. Il contient les dispositions suivantes :

« Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations, en prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du chapitre II du Titre I du Livre V du code de l'environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre. »

#### **Article 4 – Surveillance des sols et des eaux souterraines**

##### **Article 4.1 – Surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant propose au préfet, dans un délai de six mois à compter de la parution du présent arrêté, un programme de surveillance des eaux souterraines, précisant la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus. Ce programme est mis en place dans un délai de trois mois à compter de la réception de l'avis favorable du préfet.

Le programme intègre une étude historique et une étude hydrogéologique. Cette dernière permet la mise en place de trois points qui permettront une surveillance dont la périodicité ne pourra être supérieure à six mois, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution qu'il conviendra de décrire.

Dans tous les cas, le programme de surveillance prend en compte, au minimum, les paramètres retenus pour l'élaboration du rapport de base remis avec le dossier de réexamen. Il prend également en compte l'historique de la surveillance déjà réalisée.

Le programme de surveillance est établi conformément à la prestation « conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les normes ou règles de l'art en vigueur.

La localisation des ouvrages est précisée sur un plan actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse, ...).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.



#### **Article 4.2 - Surveillance des sols**

L'exploitant propose au préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, un programme de surveillance des sols, précisant la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus. La périodicité de surveillance ne pourra être supérieure à dix ans, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution, qu'il conviendra de décrire.

Ce programme intègre une étude historique et une étude hydrogéologique.

Il est établi conformément à la prestation « Conception de Programmes d'Investigation ou de Surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2 ou toute norme équivalente.

Il est mis en place dans le délai maximal de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du préfet.

#### **Article 5 – Surveillance des moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les sols et les eaux souterraines**

Un paragraphe 5.6 « Surveillance des moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les sols et les eaux souterraines » est créé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 809/2000. Il contient les dispositions suivantes :

« L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre, afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines, et tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, ...). »

#### **Article 6 – Périodicité de transmission des résultats d'autosurveillance**

Un paragraphe 9.1 « Périodicité de transmission des résultats d'autosurveillance » est créé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 809/2000. Il contient les dispositions suivantes :

« L'exploitant transmet au préfet, au fur et à mesure de leur réception, les résultats commentés de la surveillance des émissions telle que prévue dans le présent arrêté, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le bilan transmis contient les informations suivantes :

- les normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées ;
- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;
- les résultats de l'ensemble des campagnes de surveillance réalisées en application du présent arrêté.

L'Inspection des Installations Classées pourra, le cas échéant, faire procéder à des contrôles supplémentaires de la surveillance des émissions telle que prévue dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant.

Pour la surveillance des eaux souterraines les résultats sont transmis via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente). »

#### **Article 7 – Évaluation du respect des Valeurs Limites d'Émission**

Un paragraphe 9.2 « Évaluation du respect des Valeurs Limites d'Émission » est créé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 809/2000. Il contient les dispositions suivantes :

« Sans préjudice des exigences prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations, les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur à la date de l'arrêté sont indiquées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Pour les effluents aqueux, et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux, et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. »

**Article 8 -** La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et le maire de Réhaincourt, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GRANDIDIER, et dont copie sera déposée à la mairie de Réhaincourt et pourra être consultée. De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de Réhaincourt pendant une durée minimum d'un mois, et sera affichée en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Fait à Épinal, le 30 MARS 2017

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Claire WANDEROILD

*Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*